



EN CE MOMENT SUR L'AGEFI ACTIFS | [contrôle ACPR](#) | [PLF2015](#) | [Prévoyance](#) | [Suisse](#) | [assurance vie](#) | [euro-croissance](#)

[Accueil](#) > [Actualités](#) > [La CCEF monte au créneau sur la loi Hamon](#)

La CCEF monte au créneau sur la loi Hamon

Publié le 12.11.2014 à 11:06

Par Benoît Baron ()

Très impliquée dans le domaine de la transmission d'entreprise au travers de ses travaux (*voir l'entretien avec son président André-Paul Bahuon sur agefiactifs.com*), la Compagnie des conseils et experts financiers (CCEF) s'insurge sur les nouvelles obligations de la loi Hamon qui prévoient dans ce cadre un droit à l'information des salariés pour toutes les entreprises de moins de 50 salariés, qu'elles soient sous forme sociétale ou sous forme individuelle, dès lors qu'elles ont une activité commerciale ou libérale.

Elle regrette notamment l'inégalité de traitement des entreprises, les entreprises artisanales et les entreprises agricoles étant exclues du dispositif, et la mise en cause du principe de « confidentialité » lié à la cession d'entreprise. « *Comment expliquer à un dirigeant d'une entreprise exploitant un « pressing » que pour la vente de son fonds de commerce, il doit mettre en œuvre une « consultation » de ses salariés, alors que son voisin plombier en est exonéré ? Ce dispositif est une ineptie !* », s'exclame André-Paul Bahuon.

Elle réclame ni plus ni moins l'abrogation du décret du 28 octobre 2014 et les articles de la loi Hamon du 31 juillet 2014 se rapportant à ce dispositif.



Réagir



Imprimer



Communauté

Partager



EN TEMPS RÉEL

Jeudi 13 Novembre 2014

Une nouvelle offre d'assurance vie patrimoniale pour les Banques Populaires

Jeudi 13 Novembre 2014

Axa va consacrer 60 millions par an aux investissements dans le digital jusqu'en 2017

Mercredi 12 Novembre 2014

L'Aurep prépare un nouveau diplôme sur la gestion du patrimoine des seniors

Mercredi 12 Novembre 2014

Alerte escroquerie sur les contrats d'assurance vie non réclamés

[+ Plus de temps réel](#)

LA PAROLE DES PROFESSIONNELS



Les fonds en euros : un placement pour financer ... la dette



La rémunération des CGP en question



Les Minutes Marchés Generali de Juin 2014



La réglementation doit tendre vers une meilleure protection des investisseurs

MAGAZINE DIGITAL



EDITION du 07 novembre 2014

LIRE

Découvrez l'édition digitale conçue et optimisée pour une lecture sur tablette et ordinateur.

accès réservé aux abonnés

Newsletters



Inscrivez-vous gratuitement aux newsletters de L'Agefi Actifs

OK



Conseillers en gestion de patrimoine,

Dossiers thématiques

- [Les mesures patrimoniales du projet de loi de Finances pour 2015](#)
- [La « catégorie objectivement définie » serpent de mer de la protection sociale en entreprise](#)
- [L'assurance emprunteur entre dans une nouvelle ère](#)
- [Banque, finance, assurance, l'état des recrutements et des rémunérations en 2014](#)
- [La loi ALUR et la réforme de la Justice mettent l'interprofessionnalité à l'épreuve](#)